

**Rapport de la première réunion du Groupe de travail virtuel sur
une position financière durable de l'ICCAT (VWG-SF)**
(en ligne, le 16 janvier 2025)

1. Ouverture de la réunion

La Présidente du Comité permanent pour les finances et l'administration (STACFAD), Mme Deirdre Warner-Kramer, a ouvert la première réunion du Groupe de travail virtuel sur une position financière durable de l'ICCAT (VWG-SF) (le « Groupe ») qui s'est tenue en ligne, le 16 janvier 2025, de 12h à 17h. Plus de 31 membres de 17 CPC ont participé à la réunion.

2. Présentation des participants

La Présidente du STACFAD a souhaité la bienvenue à tous les participants. Elle a brièvement expliqué comment utiliser la plateforme de réunion en ligne, l'horaire des réunions et l'emplacement des documents. Elle a indiqué que la réunion s'est concentrée sur le format du budget et le fonds de participation aux réunions (MPF). L'ordre du jour a été adopté sans modification et figure à l'**appendice 1**.

La liste des participants est jointe à l'**appendice 2**.

3. Discussion des options et des propositions pour les questions clés

Le VWG-SF a abordé chacune des questions que la Commission lui avait soumises, en suivant l'ordre du jour provisoire.

a) Format et contenu de la présentation du budget annuel

À la suite des dernières conclusions de la dernière réunion de la Commission sur le format et le contenu de la présentation du projet de budget pour les années suivantes, il convient de noter ce qui suit.

La Présidente a informé qu'en incorporant toutes les propositions d'amélioration faites par les différentes CPC pour que les discussions commencent, des efforts ont été faits pour rechercher une approche différente du budget, en regroupant les éléments connexes pour faciliter la lecture et la compréhension du projet de budget. C'est dans cet esprit que cette proposition préliminaire a été présentée afin de stimuler les discussions et d'affiner les améliorations demandées.

Le Secrétariat (Cheffe de l'administration et des finances) a procédé à la présentation du document qui a été élaboré. L'objectif de ce document est de présenter dans les grandes lignes le projet de budget proposé pour les années suivantes, sa structure et la manière dont les dépenses sont envisagées dans les différents domaines. La principale différence de ce document est la présentation des dépenses non pas par nature des dépenses, mais par grandes rubriques de chaque application, c'est-à-dire qu'il serait structuré par des rubriques de toute nature, la numérotation des chapitres serait restructurée et les titres de certains chapitres changeraient. Après une présentation détaillée point par point de la façon dont le budget serait reflété et l'ajout potentiel d'un tableau montrant l'évolution des dépenses au cours des quatre dernières années (Appendice 4 du [Rapport de la réunion du Groupe de travail virtuel sur une position financière durable de l'ICCAT \(VWG-SF\)](#), tenue en juin 2024), afin d'évaluer quels postes budgétaires auraient besoin d'un financement supplémentaire et lesquels n'en auraient pas besoin, il a été proposé que la future modification de la structure du projet de budget à décider soit mise en œuvre à partir de 2026.

D'une manière générale, les CPC étaient satisfaites du modèle présenté, car il répond à la plupart des questions qu'elles ont soulevées. Certains membres ont exprimé le souhait d'avoir une vue d'ensemble de la mise en œuvre des projets scientifiques au fil des ans, sur la base des éléments pertinents du document de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC). Il a également été suggéré qu'à l'instar de la Commission pour la conservation du thon rouge du Sud (CCSBT), le Secrétariat pourrait proposer des postes budgétaires où des réductions seraient possibles.

En ce qui concerne l'appendice 4 du [Rapport de la réunion du Groupe de travail virtuel sur une position financière durable de l'ICCAT \(VWG-SF\)](#), tenue en juin 2024, la Présidente a demandé au Secrétariat des précisions sur la manière dont il serait présenté, à savoir s'il s'agirait d'un format Excel ou d'un texte expliquant l'évolution des années. Le Secrétariat a indiqué qu'il s'agirait d'un format Excel et que si ce format de présentation du budget était adopté, étant donné qu'il y a eu des modifications et des changements dans les chapitres, il serait mis en œuvre à partir de 2026.

Une CPC a souligné la nécessité de préciser quels chapitres ou sous-chapitres ont été déplacés pour permettre une comparaison entre le budget précédent et le budget actuel afin de suivre l'évolution.

Une autre CPC a suggéré qu'il serait utile, pour la prise de décision, de disposer de plus d'informations, non seulement pour l'année en cours, mais aussi pour plusieurs années, car le budget doit refléter les priorités stratégiques de l'organisation. Dans le cas du budget global de la recherche, cette prémisse est encore plus centrale ; en ce qui concerne les activités qui se poursuivent pendant plusieurs années, les CPC devraient avoir une vue d'ensemble de leur évolution au fil des ans, de ce qui a été fait et de ce qu'il reste à faire ; et pour les autres activités qui ne sont pas continues dans le temps, il est nécessaire d'établir des priorités afin de décider quelles activités financer ou si elles sont vraiment nécessaires. Elle a indiqué que le financement de ces activités était assuré à la fois par le budget ordinaire et par d'autres fonds, ce qui rend difficile la compréhension de ce qui est réellement dépensé pour ces activités.

Il a été noté qu'il est difficile pour le Secrétariat de fournir ces informations à l'avance car les activités sont en partie financées par des contributions volontaires, et il est difficile de connaître suffisamment à l'avance le montant des fonds disponibles pour que le SCRS puisse décider quelles activités peuvent être menées à bien.

Une CPC a fait remarquer que le modèle devrait être affiné au cours de la mise en œuvre, en procédant aux ajustements nécessaires. Elle a également soulevé la question du degré de ventilation nécessaire dans le modèle, notant que dans le cas des salaires, le même niveau de détail n'est peut-être pas nécessaire, car cette information n'est pas indispensable à la prise de décision, et qu'il faudrait trouver un équilibre pour ne pas rompre la confidentialité et que les décisions puissent être prises sur la base des catégories et des montants totaux. Plusieurs CPC ont manifesté leur accord.

La Présidente était également d'accord et a indiqué que les trois documents importants (rapports financier et administratif et budget) sont liés à d'autres documents où l'information est ventilée. Il sera nécessaire d'évaluer les détails à inclure dans le nouveau modèle et de dresser la liste des comparaisons entre le nouveau document et le précédent.

Elle a également indiqué que des efforts ont été faits ces dernières années pour incorporer au moins un pourcentage du budget global de la recherche dans le budget ordinaire, et que si celui-ci avait été incorporé ou était connu, le montant de la contribution volontaire nécessaire pourrait être connu. Pour une meilleure gestion, il est essentiel de contrôler le budget ordinaire et les contributions volontaires afin de résoudre en partie le problème lié au fait que les données du SCRS ne sont pas disponibles au moment où le budget doit être préparé. Il serait plus pratique que la Commission décide du montant de sa contribution et que le SCRS l'affecte en fonction des besoins de mise en œuvre.

La Présidente a ensuite discuté de la période d'approbation, c'est-à-dire de la question de savoir si un budget de deux ans devrait être présenté, mais une décision pour une année devrait être prise. Lors des réunions ordinaires, les dépenses sont approuvées pour deux ans. Dans de très rares cas, les deux années ont été approuvées. Généralement, lors de la réunion extraordinaire suivante, des révisions et des ajustements sont effectués. Plusieurs CPC ont indiqué qu'elles souhaitaient poursuivre cette pratique, à savoir la présentation d'un budget sur deux ans comprenant une estimation aussi réaliste que possible pour la deuxième année. Lors de la réunion ordinaire, l'accent est mis sur la première année, mais les CPC ont une obligation en ce qui concerne la deuxième année. Ensuite, lors de la réunion extraordinaire, un examen de la deuxième année est effectué. Toutes les parties ont convenu qu'une estimation pour la deuxième année devrait toujours être présentée à des fins de prise de décision et d'information. Cela peut se faire par courrier électronique et des modèles peuvent être utilisés pour relier les trois documents à ce qui s'est passé les années précédentes ou un nouveau document peut être créé avec toutes ces informations.

b) Fonds spécial de participation aux réunions

La Présidente a rappelé aux membres du Groupe que le document « Notes sur les questions opérationnelles liées à la mise en œuvre du MPF » avait été soumis à la Réunion du Groupe de travail virtuel sur une situation financière durable de l'ICCAT (VWG-SF), qui s'est tenue en juin 2024, proposant des lignes directrices visant à résoudre un certain nombre de questions récurrentes dans le traitement des demandes de financement par le biais du MPF (appendice 5 du [Rapport de la réunion du Groupe de travail virtuel sur une position financière durable de l'ICCAT \(VWG-SF\)](#)). Elle a également noté que compte tenu des questions soulevées en juin 2024, il serait nécessaire de modifier le règlement intérieur ou de développer davantage les points concernés (appendice 6 du [Rapport de la réunion du Groupe de travail virtuel sur une situation financière durable de l'ICCAT \(VWG-SF\)](#)).

Le Secrétariat (Cheffe du département administratif et financier) a résumé le [Rapport de la réunion du Groupe de travail virtuel sur une position financière durable de l'ICCAT \(VWG-SF\)](#), indiquant que le paiement de l'indemnité journalière au moins 14 jours avant la date de début de la réunion avait déjà été mis en œuvre.

Une CPC a demandé que, si le nombre de participants par CPC financé par le MPF passe à deux, la restriction de la participation en fonction de la taille de la salle soit appliquée à toutes les CPC de la même manière. En ce qui concerne les visas, elle a indiqué qu'il est plus facile d'obtenir un visa pour les réunions qui se tiennent dans des zones centrales et qu'il convient d'éviter les villes ou les zones pour lesquelles il est difficile d'obtenir un visa. Toujours en ce qui concerne les visas, une autre CPC a insisté sur la nécessité d'aider les CPC en développement lorsqu'il n'y a pas d'ambassade dans leur pays et que des frais de voyage et d'hébergement sont encourus.

La Présidente a fait remarquer que si une CPC souhaite accueillir une réunion, elle devrait réfléchir à la manière de faciliter la procédure de visa pour les CPC lorsqu'elle les invite.

La Présidente a demandé au Secrétariat de préparer un document contenant les lignes directrices pour diffusion. Il s'agira soit d'un nouveau document soit de lignes directrices qui viendront compléter les lignes directrices existantes.

Pour clore ce point, la Présidente a invité le Secrétaire exécutif à fournir des informations sur les préparatifs de la prochaine réunion annuelle. Le Secrétaire exécutif a indiqué qu'aucune CPC n'avait envoyé d'invitation à accueillir la réunion de la Commission. Il a donc été décidé d'explorer les possibilités de lieux de réunion dans le Nord de l'Espagne, mais qu'il serait nécessaire de connaître la taille de la réunion pour procéder à une évaluation.

En ce qui concerne la taille de la réunion, la Présidente a indiqué que le nombre de personnes dans la salle devrait être limité et réduit afin que la réunion de la Commission puisse être organisée et pour recevoir des invitations de la part des CPC. La Présidente a demandé au Secrétariat de fournir plus d'informations sur le lieu où la réunion de la Commission pourrait se tenir. Compte tenu de la taille et des possibilités, elle a informé le Groupe qu'il faudra envisager si le nombre de participants doit être réduit.

4. Prochaines étapes, y compris des discussions supplémentaires si nécessaire

La Présidente a indiqué que les discussions avaient été très utiles et qu'elle en ferait un résumé qu'elle partagerait avec les membres. La Présidente a rappelé que le Secrétariat travaillera avec elle pour soumettre des documents sur le modèle de budget et les lignes directrices du MPF pour diffusion. Elle a demandé aux membres du VWG-SF de soumettre des commentaires écrits sur ces deux documents. Elle a indiqué qu'il serait utile de continuer à comparer les expériences d'autres organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) en matière d'organisation de réunions et de présentation du budget.

La Présidente travaillera avec le Groupe afin de consolider ces documents qui seront soumis à la deuxième réunion du Groupe de travail virtuel sur une situation financière durable de l'ICCAT (VWG-SF) (en ligne, le 3 avril 2025).

La Présidente a remercié tous les participants pour leurs contributions extrêmement utiles et constructives et a levé la séance.

Appendice 1

Ordre du jour

1. Ouverture de la réunion
2. Présentation des participants
3. Discussion des options et des propositions pour les questions clés
 - Format et contenu de la présentation du budget annuel
 - Fonds extraordinaire pour la participation aux réunions
4. Prochaines étapes, y compris d'autres discussions si nécessaire
5. Autres questions
6. Conclusions et clôture de la réunion

Liste des participants* ¹

PARTIES CONTRACTANTES

AFRIQUE DU SUD

Mketsu, Qayiso Kenneth *

Director, Department of Forestry, Fisheries and the Environment, 3 Martin Hammerschlag Way, Private Bag X2, Foretrust Building, Foreshore, 8018 Cape Town

Tel: +27 21 402 3048, Fax: +27 21 402 3618, E-Mail: QMketsu@dfre.gov.za; qayiso.mketsu@gmail.com

ALGÉRIE

Ouchelli, Amar *

Sous-directeur de la Grande Pêche et de la Pêche Spécialisée, ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Route des quatre canons, 16000 Alger

Tel: +213 550 386 938, Fax: +213 234 95597, E-Mail: amarouchelli.dz@gmail.com; amar.ouchelli@mpeche.gov.dz

BRÉSIL

Bispo Oliveira, André Luiz ¹

International Negotiations Coordinator, Ministry of Fisheries and Aquaculture, International Advisory, 70297-400 Brasilia DF

CANADA

Cossette, Frédéric

Policy Advisor, Fisheries and Oceans Canada, 200 Kent St., Ottawa, Ontario K1A 0E6

Tel: +1 343 541 6921, E-Mail: frederic.cossette@dfo-mpo.gc.ca

Marsden, Dale ¹

Deputy Director, International Fisheries Policy, Fisheries and Oceans Canada, Ottawa, ON K1A 0E6

CÔTE D'IVOIRE

Djou, Kouadio Julien

Statisticien de la Direction de Pêches, Chef de Service Etudes, Statistiques et Documentation, Direction des Pêches (DP), ministère des Ressources Animales et halieutiques (MIRAH), 27 Rue des pêcheurs, BP V19, Abidjan 01

Tel: +225 79 15 96 22, Fax: +225 21 25 67 27, E-Mail: djoujulien225@gmail.com; ko.djou@ressourcesanimales.gouv.ci

ÉTATS-UNIS

Baker, Colleen

Foreign Affairs Officer, Office of Marine Conservation (OES/OMC), Department of State, Washington DC 20520

Tel: +1 609 206 9830; +1 202 538 1070, E-Mail: bakerca2@fan.gov

King, Melanie Diamond

Foreign Affairs Specialist, Office of International Affairs Trade, and Commerce (F/IATC), NOAA, National Marine Fisheries Service, 1315 East-West Highway, Silver Spring Maryland 20910

Tel: +1 301 427 3087, E-Mail: melanie.king@noaa.gov

O'Malley, Rachel

Foreign Affairs Specialist, Office of International Affairs, Trade, and Commerce (F/IATC), NOAA, National Marine Fisheries Service, 1315 East-West Highway, Silver Spring, Maryland 20910

Tel: +1 301 427 8373, Fax: +1 301 713 2313, E-Mail: rachel.o'malley@noaa.gov

JAPON

Hiwatari, Kimiyoshi

Assistant Director, International Affairs Division, Fisheries Agency of Japan, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-Ku, Tokyo 100-8907

Tel: +81 3 3502 8460, Fax: +81 3 3504 2649, E-Mail: kimiyosi_hiwatari190@maff.go.jp

* Chef de délégation

¹ En raison de la demande de protection des données émise par quelques délégués, les coordonnées complètes ne sont pas mentionnées dans certains cas.

Kawano, Masataka

Technical Official, International Affairs Division, Fisheries Agency of Japan, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1, Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8907
Tel: +81 3 3502 8460, Fax: +81 3 3504 2649, E-Mail: masataka_kawano320@maff.go.jp

Tominaga, Haruo

Director, International Fisheries Coordination, International Affairs Division, Fisheries Agency of Japan, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries, 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8907
Tel: +81 3 3591 1086, Fax: +81 3 3504 2649, E-Mail: haruo_tominaga170@maff.go.jp

MAROC

Haoujar, Bouchra

Cheffe de Service des Espèces Marines Migratrices et des Espaces Protégés, Département de la Pêche Maritime, Nouveau Quartier Administratif, BP 476, 10150 Haut Agdal, Rabat
Tel: +212 253 768 8115, Fax: +212 537 688 089, E-Mail: haoujar@mpm.gov.ma

Hassouni, Fatima Zohra

Chef de la Division de Durabilité et d'Aménagement des Ressources Halieutiques, Département de la Pêche maritime, Nouveau Quartier Administratif, B.P.: 476, 10150 Haut Agdal Rabat
Tel: +212 537 688 122/21, Fax: +212 537 688 089, E-Mail: hassouni@mpm.gov.ma

MEXIQUE

Reyes Robles, Isabel Cristina

Directora de Asuntos Internacionales, Comisión Nacional de Acuacultura y Pesca (CONAPESCA), Dirección General de Planeación, Programación y Evaluación, Av. Camarón Sábalo No. 1210, Fracc. Sábalo Country Club, CP 82100 Mazatlán Sinaloa
Tel: +52 669 915 6900 Ext. 58408, E-Mail: isabel.reyes@conapesca.gob.mx

Soler Benítez, Bertha Alicia ¹

Comisión Nacional de Acuacultura y pesca (CONAPESCA), 82100 Mazatlán, Sinaloa

NORVÈGE

Mjorlund, Rune ¹

Senior Adviser, Directorate of Fisheries, Department of Coastal Management, Environment and Statistics, 5804 Bergen

Munch-Ellingsen, Sofie

Higher Executive Officer, Ministry of Trade, Industry and Fisheries, Department for Fisheries, Kongens gate 8, 0153, (P.O. Box 8090 Dep), 0032 Oslo
Tel: +47 950 05084, E-Mail: sofie.munch-ellingsen@nfd.dep.no

PANAMA

Bethancourt, Elizabeth

Subdirectora de Finanzas, Autoridad de los Recursos Acuáticos de Panamá - ARAP
E-Mail: ebethancourt@arap.gob.pa

García, Julio

Director de finanzas, Autoridad de los Recursos Acuáticos de Panamá - ARAP
E-Mail: jugarcia@arap.gob.pa

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

Bella, Carlo

DEFRA, Horizon House, Deanery Road, Bristol, BS31 2UD
Tel: +44 739 526 8009, E-Mail: carlo.bella@defra.gov.uk

Smith, Ella

Department for Environment, Food and Rural Affairs - DEFRA, Horizon House, Deanery Road, Bristol BS1 5TL
Tel: +44 743 663 5198, E-Mail: ella.smith@defra.gov.uk

SÉNÉGAL

Sèye, Mamadou

Ingénieur des Pêches, Chef de la Division Gestion et Aménagement des Pêcheries, Direction des Pêches maritimes, Sphère ministérielle Ousmane Tanor Dieng, Bâtiment D, 2è étage, Diamniadio, BP 289 Dakar
Tel: +221 77 841 83 94, Fax: +221 821 47 58, E-Mail: mdseye@gmail.com; mdseye1@gmail.com; mdouseye@yahoo.fr

SIERRA LEONE

Mansaray, Mamoud

Senior Fisheries Officer, Ministry of Fisheries and Marine Resources (MFMR), 7th Floor Youyi Building, Freetown
Tel: +232 762 55590, E-Mail: mansaraymamoud85@gmail.com

UNION EUROPÉENNE

Howard, Séamus

European Commission, DG MARE, Rue Joseph II 99, 1000 Brussels, Belgium
Tel: +32 229 50083; +32 488 258 038, E-Mail: seamus.howard@ec.europa.eu

Khalil, Samira

European Commission, DG Maritime Affairs and Fisheries, Unit B-1 "International Affairs, Law of the Sea and RFOs",
Joseph II - 99 3/74, 1049 Brussels, Belgium
Tel: +32 2 298 03 39; +32 229 11111, E-Mail: samira.khalil@ec.europa.eu

Marot, Laura

European Commission, DG MARE B2, 99 Rue Joseph II, B-1049 Brussels, Belgium
Tel: +32 229 82243, E-Mail: laura.marot@ec.europa.eu

URUGUAY

Forselledo, Rodrigo

Dirección Nacional de Recursos Acuáticos - DINARA, Laboratorio de Recursos Pelágicos, Constituyente 1497, CP 11200
Montevideo
Tel: +598 2400 46 89, Fax: +598 2401 3216, E-Mail: rforselledo@gmail.com; rforselledo@mgap.gub.uy

VENEZUELA

Leiva, Rony

Viceministro de Producción Primaria Pesquera y Acuicola, Analista de la Gerencia de Ordenación Pesquera
E-Mail: vicepropesca2@gmail.com; ronyleivamartinez@gmail.com

Novas, María Inés

Directora General de la Oficina de Integración y Asuntos Internacionales, Ministerio del Poder Popular de Pesca y
Acuicultura - MINPESCA
Tel: +58 412 606 3700, E-Mail: oai.minpesca@gmail.com; asesoriasminv@gmail.com

Padrón Vega, Johan Alejandro

Ministerio del Poder Popular de Pesca y Acuicultura, Dirección General de Pesca Industrial, Torre Este. Piso 17. Oficina
de Integración y Asuntos Internacionales. Parque Central, 1040 Caracas
E-Mail: dgpi.minpesca@gmail.com; hawkergenius@gmail.com

AUTRES PARTICIPANTS

PRESIDENTE DU STACFAD

Warner-Kramer, Deirdre

Deputy Director, Office of Marine Conservation (OES/OMC), U.S. Department of State, 2201 C Street, NW (Room 2758),
Washington, D.C. 20520-7878, United States
Tel: +1 202 647 2883, E-Mail: warner-kramerdm@fan.gov

Secrétariat de l'ICCAT

C/ Corazón de María 8 – 6º étage, 28002 Madrid – Espagne
Tel: +34 91 416 56 00; Fax: +34 91 415 26 12; E-mail: info@iccat.int

Manel, Camille Jean Pierre
Neves dos Santos, Miguel
Bonacasa, María
Parrilla Moruno, Alberto Thais
Mayor, Carlos
Martín, África
Martínez Guijarro, Ana Isabel

INTERPRETES DE L'ICCAT

Baena Jiménez, Eva J.
Godfrey, Claire
González, Fernando
Liberas, Christine
Linaae, Cristina
Pinzon, Aurélie